

Comment Moscou tisse sa toile en Bulgarie pour détruire l'Europe



Le Premier ministre bulgare Boïko Borissov accueille à Sofia Vladimir Poutine, en 2010.
(Nikolay Doychinov)

Sofia préside pour six mois le Conseil de l'Union européenne. Une situation qui intéresse beaucoup la Russie.

Par [Jean-Baptiste Naudet](#)

Publié le [29 avril 2018 à 08h57](#)

Lorsqu'en 2007 la Bulgarie, délaissée pendant près d'un demi-siècle derrière le rideau de fer, rejoint finalement le club européen, l'ambassadeur russe à Bruxelles lâche cette phrase explosive. Ce petit pays des Balkans, dit-il, "sera notre cheval de Troie dans l'Union européenne". Or, depuis début janvier, Sofia préside pour six mois le Conseil de l'Union. S'est-elle arrachée à l'orbite russe pour s'arrimer à l'Europe ?

Dans un appartement de la capitale bulgare, bien chauffé grâce à l'énergie russe dont la Bulgarie est presque entièrement dépendante, le célèbre journaliste d'investigation Hristo Hristov soupire :

"Un des objectifs stratégiques de Poutine est de diviser, d'affaiblir puis de détruire l'Union européenne en s'appuyant notamment sur la Bulgarie. Si les Russes réussissent, et ce n'est pas exclu, notre pays retombera à nouveau dans le giron de Moscou."

Pourtant, les Bulgares ne considèrent pas leur pays comme une annexe de la Russie. Ils se perçoivent plutôt comme le pilier oriental de la civilisation européenne. Car, au Moyen Âge, les saints bulgares Cyrille et Méthode ont diffusé l'alphabet cyrillique qui a permis de christianiser la Russie kiévienne, l'ancêtre slave de l'Ukraine, de la Biélorussie et de la Russie qui n'existaient pas en tant que telles à cette époque, et d'européaniser l'Europe de l'Est. Mais

pour réaliser son nouveau rêve impérial en Europe, la Grande, Eternelle et Sainte Russie utilise tous ses atouts, jouant à fond la carte bulgare, ses liens politiques, économiques, religieux, culturels et historiques avec ce pays.

"Mafia rouge"

Au cœur de Sofia, la bouillante capitale bulgare qui a su néanmoins garder le charme doux des grandes villes de province, les rayons du soleil printanier font briller les ors du dôme de la vaste cathédrale Alexandre Nevski. Elle a été bâtie au début du XXe siècle en l'honneur d'un épisode historique, cher aujourd'hui encore aux sept millions de Bulgares : la libération en 1878 de leur pays par les armées du tsar, après cinq siècles de joug ottoman. Un peu plus loin, dans l'ancien parc royal, se dresse un autre monument, tout aussi massif mais plus controversé. A son sommet, un soldat russe brandit une arme automatique : c'est un mémorial à la gloire de l'Armée rouge qui a "libéré" en 1944 un pays qui n'était pourtant occupé par personne. En réalité, l'envahisseur soviétique a installé au pouvoir les très minoritaires communistes bulgares, qui ont même songé à faire de la Bulgarie la seizième République de l'URSS.



Le monument en hommage à l'Armée rouge dans le centre de Sofia. (Alexey Vitvitsky/SPUTNIK/AFP)

Convertis après 1989 en "socialistes", ces hommes de Moscou sont toujours en place. Ils ont juste muté en "businessmen" aux méthodes crapuleuses, liés à l'oligarchie russe. Les ex-communistes bulgares ne contrôlent pas totalement le pouvoir politique. Mais ils détiennent aujourd'hui, grâce à des capitaux russes ou blanchis, l'essentiel du pouvoir économique et des médias. Quant aux héritiers de la sinistre Darjavna Sigournost (DS), la puissante police politique bulgare, filiale du KGB, ils tirent encore les ficelles dans l'ombre.

Non contente de servir les intérêts du Kremlin en Bulgarie, cette "mafia rouge" soutient depuis Sofia les ambitions mondiales de la Russie. D'après un ancien agent, une partie des services bulgares fournit, avec grand profit, des armes en Afrique, en Amérique latine et au Moyen-Orient, aux narcoguérillas et aux mouvements islamistes qui déstabilisent des

gouvernements pro-occidentaux. Avant les attentats du 11 septembre 2001 à New York, ces services secrets ont même protégé, selon cette source, pour le compte de Moscou, le séjour en Bulgarie d'Ayman al-Zawahiri, l'actuel leader d'Al-Qaida, en 1995-1996 avant qu'il ne soit récupéré par leurs collègues russes.

C'est dire que, pour le Kremlin, la Bulgarie est une pièce diabolique, le fou qu'il a appris à manier avec brio du temps de la guerre froide. Tout en évitant la confrontation, Moscou n'en finit pas de tisser sa toile en Bulgarie. La dernière nouvelle qui désole les proeuropéens à Sofia : derrière une petite société opaque qui s'apprête à racheter le tiers du réseau électrique, se cachent des capitaux russes, déjà maîtres à 89% du pétrole et à 100% du gaz qui approvisionnent le pays. Les stations-service du géant russe du pétrole Lukoil, qui possède aussi la principale raffinerie du pays, s'égrènent le long des routes refaites grâce aux fonds européens. Elles sont empruntées par les touristes de la classe moyenne russe qui envahissent la côte de la mer Noire et les stations thermales des montagnes, où ils ont parfois acquis des propriétés.

Funambulisme

Que fait Boïko Borissov, le Premier ministre bulgare, de centre droit, présumé proeuropéen ? "Du funambulisme !", répond un observateur de la vie politique bulgare. Pris en étau entre Bruxelles et Moscou, dépendant d'un président prorusse, le chef du gouvernement fait de l'équilibrisme entre Est et Ouest, tout en jouant du clientélisme et du populisme pour se maintenir au pouvoir. Dans ce pays, le plus pauvre de l'Union, les riches affidés au Kremlin manipulent sans peine les foules nécessiteuses. Pour n'avoir pas cédé aux exigences de Moscou et de sa "mafia rouge" bulgare, Borissov avait dû démissionner une première fois en 2013, sous la pression de manifestations de rue montées par les "rouges".

Dans un rapport officiel, le Premier ministre n'a cependant pas hésité en 2017 à désigner la Russie comme une des principales menaces pour la stabilité régionale. Mais il sait aussi se montrer accommodant. "Borissov tente de respecter, quand il le peut, les intérêts de la Russie", explique un connaisseur des arcanes du pouvoir bulgare. Il a ainsi critiqué à plusieurs reprises les sanctions de l'UE à l'encontre de la Russie. Car sa coalition gouvernementale ne tient que grâce à des partis prétendument "patriotiques" qui sont noyautés par l'ex-KGB. La politologue Anna Krasteva estime :

"Avec le parti nationaliste Ataka, qui a inauguré sa campagne électorale à Moscou, la Russie a des représentants dans le pouvoir. Ils minent le débat et la politique européenne du gouvernement. Naguère l'opinion publique bulgare était très proeuropéenne, mais elle le devient de moins en moins."

Brandissant l'arme des aides économiques, Bruxelles tente cependant de freiner la mainmise de la Russie sur la Bulgarie et les Balkans. Sous la pression européenne, Sofia a dû abandonner en 2012 le projet de construction par le "grand frère" russe d'une centrale nucléaire sur le Danube. Deux ans plus tard, toujours pressée par l'UE, la Bulgarie a aussi dû renoncer au gazoduc russe South Stream qui aurait encore accru sa dépendance à Moscou ainsi que celle d'autres pays de l'Union.

Bruxelles insiste également fortement pour que les autorités bulgares luttent plus efficacement contre une corruption qui ravage le pays jusque dans ses plus hautes sphères, et qui permet à la Russie et ses complices locaux d'avancer leurs pions. La formule fait florès à Sofia :

"Bien des Etats possèdent une mafia. Mais en Bulgarie, c'est la mafia qui possède un Etat."

C'est avec une certaine angoisse que les proeuropéens attendent 2020. A cette date, les fonds d'intégration de Bruxelles seront coupés. "Il n'est pas impossible, s'inquiète un partisan de l'UE, qu'à ce moment-là Moscou tente de nous faire tomber du bateau."

Répression rampante

Pendant que dans les coulisses se livre au sommet une lutte d'influence économique, politique et géopolitique acharnée, la société bulgare sombre et se désintègre. Divisée entre "rouges" et "bleus", elle est rongée par la pauvreté, gagnée par l'indifférence, décimée démographiquement par une émigration massive. Rares sont ceux qui tentent de s'opposer à l'emprise de la "mafia rouge" russophile. Le journaliste Hristo Hristov est de ceux-là. Il s'emploie depuis des années à dénoncer publiquement les crimes de l'ancien régime communiste. Mais il vit sous pression : "Ils sont devenus très agressifs, raconte-t-il. J'ai reçu des menaces, des lettres anonymes. On a tagué sur ma boîte aux lettres 'Mort à Hristov'. Mon ordinateur a été volé, les pneus de la voiture de ma femme crevés." Le journaliste voit l'avenir européen de son pays en noir :

"Les mutants du système communiste ne considèrent pas l'Union européenne en tant que communauté de valeurs mais comme une vache à lait. Et ils ne jurent que par Moscou."

Presque aucun média ne reprend son travail qui rétablit la vérité historique sur le communisme.

[Comment la Bulgarie fabrique de faux \(et dangereux\) citoyens européens](#)

Personne non plus ne publie à Sofia l'identité des innombrables agents de la police politique qu'une commission officielle exhume des archives de la Dajarna Sigournost. "Depuis 1989, chaque gouvernement, quel qu'il soit, a compté en son sein de nombreux ex-agents de la DS", remarque Evtim Kostadinov, directeur de cette commission en tendant une liste de noms.

"Ces anciens agents, ajoute-t-il, sont toujours aux affaires dans toutes les sphères de la société. Et aux postes clés."

Le militant Manol Glichev, cheveux longs et barbichette, est un franc-tireur dans une société civile qui, dit-il, "en réalité n'existe pas". Il est amer.

"Nous ne sommes que quelques milliers à nous opposer au désastre. Les plus actifs partent à l'étranger et les autres s'abrutissent dans le consumérisme."

Si, à Sofia, la répression rampante mène la vie dure à ceux qui s'opposent aux combines des oligarques "rouges", en province, c'est l'enfer. "Ils perdent leur travail, ils sont menacés, on leur refuse des soins à l'hôpital. Parfois ils sont même tabassés", raconte le jeune opposant.

"Ici, nous sommes en passe de devenir la petite Russie de Poutine."

Pas question pour autant de partir : "Tout le monde s'en va, moi je reste. C'est mon pays."

De notre envoyé spécial à Sofia, Jean-Baptiste Naudet